DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE : L'ENTREPRENEURIAT ÉDUCATIF COMME VECTEUR D'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES JEUNES EN RDC

[Etapes de traitement de l'article]
Date de soumission : 28-06-2025 / Date de retour d'instruction : 05-07-2025 / Date de publication : 15-07-2025

Jean KILAURI BITUBI
Université Pédagogique Nationale (UPN), Kinshasa/RDC.
jeankilauri@gmail.com

Résumé : Cet article, intitulé *« De la théorie à la pratique : l'entrepreneuriat éducatif comme vecteur d'autonomisation économique des jeunes en RDC »*, analyse l'impact de l'éducation entrepreneuriale sur l'autonomisation économique des jeunes. Pour atteindre cet objectif, il adopte une méthodologie mixte associant approches quantitatives et qualitatives. L'étude vise principalement à évaluer la contribution de l'éducation entrepreneuriale à l'acquisition de compétences pratiques, tout en identifiant les obstacles institutionnels et contextuels qui limitent son efficacité. L'échantillon comprend 820 élèves inscrits en humanités techniques commerciales, option commerce et gestion (partie quantitative), 20 enseignants expérimentés dans l'enseignement de l'entrepreneuriat et 10 experts en éducation entrepreneuriale (partie qualitative). Les résultats indiquent que l'entrepreneuriat éducatif contribue partiellement à l'autonomisation économique des jeunes, surtout en milieu urbain où l'accès aux ressources pédagogiques et aux partenariats économiques est plus favorable. Les compétences les plus développées concernent l'initiative, la gestion de projet et la créativité, tandis que la gestion financière et le leadership restent insuffisamment renforcés, notamment en zones rurales. Par ailleurs, les pratiques pédagogiques concrètes (projets pratiques et ateliers) se révèlent plus efficaces que les méthodes strictement théoriques dans le développement des compétences entrepreneuriales. Toutefois, plusieurs défis institutionnels persistent : manque de ressources pédagogiques, formation limitée des enseignants et inadéquation des curricula aux réalités locales. L'analyse statistique, mobilisant notamment l'ANOVA et le test du khi-carré, met en évidence des disparités significatives entre milieux urbains et ruraux, confirmant que les élèves urbains bénéficient de conditions plus favorables à l'apprentissage entrepreneurial.

FROM THEORY TO PRACTICE: EDUCATIONAL ENTREPRENEURSHIP AS A DRIVER OF YOUTH ECONOMIC EMPOWERMENT IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO (DRC)

Abstract: This article, entitled *"From Theory to Practice: Educational Entrepreneurship as a Driver of Youth Economic Empowerment in the DRC"*, analyzes the impact of entrepreneurship education on the economic empowerment of young people. To achieve this objective, it adopts a mixed methodology combining quantitative and qualitative approaches. The main aim of the study is to assess the contribution of entrepreneurship education to the acquisition of practical skills, while identifying the institutional and contextual challenges that

limit its effectiveness. The sample consists of 820 students enrolled in technical commercial humanities, commerce and management option (quantitative approach), 20 teachers with experience in teaching entrepreneurship, and 10 experts in entrepreneurial education (qualitative approach). The results indicate that entrepreneurship education contributes partially to the economic empowerment of young people, especially in urban areas where access to pedagogical resources and economic partnerships is more favorable. The most developed skills include initiative-taking, project management, and creativity, while financial management and leadership remain weak points, particularly in rural areas. Furthermore, concrete pedagogical practices (such as practical projects and workshops) prove more effective than purely theoretical methods in fostering entrepreneurial skills. However, several institutional challenges persist, including the lack of teaching resources, insufficient teacher training, and curricula that are poorly adapted to local realities. Statistical analysis, including ANOVA and the chi-square test, highlights significant disparities between urban and rural areas, confirming that urban students benefit from more favorable conditions for entrepreneurial learning.

INTRODUCTION

L'éducation entrepreneuriale apparaît comme une réponse prometteuse pour préparer les jeunes à devenir des acteurs économiques dynamiques et autonomes. Elle vise à développer chez les apprenants des compétences d'initiative, de créativité, de gestion de projets et d'innovation, autant d'atouts indispensables pour une insertion durable dans le tissu économique local. Plusieurs études ont d'ailleurs mis en évidence les effets positifs de cette éducation sur la capacité des jeunes à entreprendre et à innover (Nabi et al., 2017 ; Rasheed & Rasheed, 2003). Toutefois, bien que des réformes éducatives aient permis d'intégrer l'entrepreneuriat dans les curricula scolaires en RDC, notamment dans les humanités techniques commerciales, l'impact concret sur l'autonomisation économique des jeunes demeure encore limité.

Le cadre politique et éducatif congolais reconnaît désormais l'importance de promouvoir l'entrepreneuriat éducatif comme stratégie d'autonomisation économique des jeunes. Dans ce sens, plusieurs initiatives ont été entreprises afin d'intégrer des modules d'entrepreneuriat dans l'enseignement secondaire. Cependant, ces initiatives se heurtent à des défis pédagogiques, institutionnels et contextuels. Plus spécifiquement, des disparités significatives persistent entre les zones urbaines et rurales, en termes de ressources pédagogiques et de qualification des enseignants. Ainsi, malgré les efforts institutionnels, de nombreux jeunes diplômés peinent à mobiliser les compétences acquises dans des contextes entrepreneuriaux réels. Cette situation met en évidence un problème fondamental d'adéquation entre les contenus enseignés et les compétences réellement mobilisables dans le monde professionnel.

Dans ce contexte, plusieurs questions s'imposent : Comment l'éducation entrepreneuriale contribue-t-elle réellement à l'autonomisation économique des jeunes en RDC ? Quelles pratiques pédagogiques se révèlent les plus efficaces pour favoriser cette autonomisation ? Quels obstacles freinent l'impact des programmes entrepreneuriaux sur l'insertion socio-économique des jeunes ? Le contexte géographique (urbain/rural) influence-t-il l'acquisition des compétences entrepreneuriales, notamment en ce qui concerne le développement de compétences pratiques ? Ces interrogations traduisent à la fois la nécessité

de réévaluer l'efficacité des approches pédagogiques actuelles et celle d'adapter les curricula aux réalités spécifiques du contexte congolais.

Pour répondre à ces questions, cette étude poursuit un objectif principal : analyser l'impact de l'éducation entrepreneuriale sur l'autonomisation économique des jeunes en RDC. Plus précisément, elle cherche à identifier les pratiques pédagogiques favorisant cet impact, à mettre en lumière les défis institutionnels et contextuels qui limitent l'efficacité des programmes, et à analyser l'influence du contexte géographique sur l'acquisition des compétences entrepreneuriales en comparant les pratiques et perceptions entre zones urbaines et rurales. Enfin, elle ambitionne de formuler des recommandations concrètes afin de renforcer l'intégration de l'entrepreneuriat dans les curricula scolaires et d'optimiser les pratiques pédagogiques pour maximiser l'autonomisation des jeunes.

Dans ce cadre, quatre hypothèses principales ont été formulées. Premièrement, l'éducation entrepreneuriale, lorsqu'elle est bien structurée et contextualisée, contribue de manière significative à l'autonomisation économique des jeunes. Deuxièmement, les approches pédagogiques pratiques, centrées sur les projets et les expériences concrètes, se révèlent plus efficaces que les approches strictement théoriques pour développer des compétences entrepreneuriales, comme l'ont montré Heinonen et Poikkijoki (2006). Troisièmement, les défis institutionnels (manque de ressources pédagogiques, formation insuffisante des enseignants et inadéquation des curricula aux réalités locales) limitent fortement l'impact des programmes d'entrepreneuriat (Kilauri, 2024a). Enfin, quatrièmement, le contexte géographique influence de manière significative l'acquisition des compétences : les élèves des zones urbaines semblent développer davantage de compétences pratiques que ceux des zones rurales, grâce à un meilleur accès aux ressources pédagogiques et aux partenariats économiques locaux.

Ainsi, cette recherche se justifie par la nécessité d'évaluer les pratiques éducatives en entrepreneuriat afin d'en améliorer la pertinence et l'efficacité. En mettant en évidence à la fois les facteurs de succès et les freins liés aux pratiques actuelles, elle contribuera non seulement à enrichir la réflexion académique sur l'entrepreneuriat éducatif en RDC, mais également à proposer des recommandations adaptées aux réalités socio-économiques spécifiques du pays.

De plus, cette étude se distingue par son originalité : elle ne se limite pas à évaluer l'efficacité globale de l'éducation entrepreneuriale, mais met également en lumière les disparités entre zones urbaines et rurales dans l'acquisition des compétences, un aspect encore peu exploré dans la littérature. Elle propose aussi une analyse intégrée des dimensions pédagogiques, institutionnelles et contextuelles pour saisir la portée réelle des programmes d'entrepreneuriat éducatif en RDC. Cet angle analytique confère à cette recherche une contribution innovante aux débats scientifiques sur l'adaptation des curricula en contexte africain.

Enfin, l'article s'articule autour de plusieurs sections : après cette introduction, le cadre théorique abordera les concepts clés, les fondements théoriques et les travaux empiriques mobilisés. La méthodologie exposera ensuite l'approche adoptée, incluant les techniques de collecte et d'analyse des données. Les résultats seront présentés et analysés, puis discutés à la lumière des hypothèses formulées et des cadres théoriques mobilisés. Enfin, la conclusion proposera une synthèse des principaux résultats, des recommandations pratiques et des perspectives de recherche pour renforcer l'éducation entrepreneuriale en RDC.

1. CADRE THEORIQUE

L'entrepreneuriat éducatif constitue un domaine de recherche en pleine expansion, qui suscite un intérêt croissant en raison de son potentiel à transformer les systèmes éducatifs et à stimuler l'autonomisation économique des jeunes. Dans un contexte mondial marqué par des défis économiques complexes et une concurrence accrue sur le marché du travail, l'éducation entrepreneuriale s'impose comme un levier stratégique pour doter les jeunes de compétences adaptées aux réalités socio-économiques contemporaines. Il apparaît dès lors nécessaire d'explorer les concepts clés, les théories fondamentales ainsi que les résultats empiriques afin de comprendre l'efficacité de cette approche éducative, notamment dans le contexte de la RDC.

L'entrepreneuriat éducatif se définit comme un ensemble de pratiques pédagogiques et de stratégies éducatives visant à doter les apprenants de compétences entrepreneuriales concrètes (Kilauri Bitubi Jean, 2024b). Selon Fayolle et Gailly (2008), il consiste à inculquer l'esprit d'initiative, à développer les compétences de gestion de projets et à préparer les jeunes à faire face aux incertitudes du monde économique. Cette approche ne se limite pas à la transmission de connaissances théoriques sur la création d'entreprise : elle inclut également le développement de compétences pratiques permettant d'identifier des opportunités économiques, de mobiliser des ressources et de gérer durablement des activités. Dans cette perspective, Pittaway et Cope (2007) soulignent que l'entrepreneuriat éducatif représente une composante essentielle de la formation des jeunes dans un contexte globalisé où l'autonomie économique devient un impératif.

L'autonomisation économique des jeunes peut être comprise comme un processus dynamique par lequel ces derniers acquièrent des compétences, des ressources et une confiance suffisante pour participer activement et de manière autonome aux activités économiques de leur communauté (Kilauri Bitubi Jean, 2024b). Pour Matlay (2008), elle ne se réduit pas à l'accès à l'emploi salarié, mais englobe également la capacité de créer et de gérer une activité indépendante. Ce processus implique aussi bien des compétences techniques que des compétences transversales, telles que la prise de décision, la gestion des risques et la créativité. Cette vision revêt une pertinence particulière dans le contexte congolais, où un grand nombre de jeunes diplômés peinent à intégrer le marché du travail formel.

Le curriculum entrepreneurial, quant à lui, se définit comme un ensemble structuré de contenus pédagogiques et de méthodes d'enseignement destinés à développer l'esprit d'entreprise chez les jeunes (Kilauri Bitubi Jean, 2025). Il intègre des pratiques pédagogiques telles que l'apprentissage par projet, la simulation d'entreprise ou encore l'étude de cas, afin de relier les concepts théoriques aux situations réelles. Jones et English (2004) considèrent qu'un curriculum entrepreneurial efficace doit permettre aux apprenants d'expérimenter des situations de prise de décision, de résolution de problèmes complexes et de gestion de projets en équipe. Ainsi conçu, il favorise l'apprentissage par l'action et confronte les jeunes aux réalités économiques, tout en renforçant leur autonomie.

Plusieurs cadres conceptuels permettent d'éclairer le lien entre éducation entrepreneuriale et autonomisation économique. La théorie du capital humain, développée par Becker (1964), postule que l'éducation constitue un investissement augmentant la productivité individuelle et collective. Les compétences entrepreneuriales acquises renforcent l'employabilité des jeunes et leur capacité à générer des revenus de manière autonome, faisant

de l'éducation entrepreneuriale un facteur clé de développement économique. De leur côté, Vesper et Gartner (1997) insistent sur la formation entrepreneuriale comme moteur d'innovation et d'initiative économique, en rappelant que l'entrepreneuriat dépasse la création d'entreprises pour inclure l'innovation dans divers contextes. Dans cette perspective, l'éducation entrepreneuriale doit cultiver à la fois des compétences techniques, un esprit critique et une capacité d'adaptation.

L'approche par les compétences, défendue par Heinonen et Poikkijoki (2006), met quant à elle l'accent sur l'acquisition de compétences concrètes et mobilisables. Contrairement aux modèles centrés sur la simple transmission de savoirs, elle privilégie les mises en situation, les projets collaboratifs et les exercices pratiques. Ces dispositifs permettent aux jeunes de se préparer efficacement aux réalités entrepreneuriales en développant des aptitudes telles que la gestion de projets, la prise de risque calculée et la résolution de problèmes complexes, autant de qualités essentielles dans un environnement incertain.

Dans le même esprit, le modèle Lean Startup proposé par Ries (2011) constitue un cadre pertinent pour l'éducation entrepreneuriale. Ce modèle valorise un apprentissage itératif où les jeunes sont incités à tester leurs idées, à apprendre de leurs erreurs et à ajuster leurs stratégies en conséquence. Transposé dans le champ éducatif, il encourage les enseignants à accompagner les apprenants dans la conception de prototypes de projets, la collecte de retours d'expérience et l'amélioration continue de leurs initiatives. Cette démarche pragmatique permet d'ancrer l'esprit entrepreneurial dans des pratiques concrètes et réalistes.

Sur le plan empirique, de nombreuses recherches ont confirmé l'impact positif de l'éducation entrepreneuriale, tout en soulignant que son efficacité dépend largement du contexte. Nabi et al. (2017) montrent que ces programmes améliorent l'auto-efficacité des jeunes, à condition que les dispositifs pédagogiques soient adaptés et de qualité. Smith et Beasley (2011) insistent, quant à eux, sur l'importance de pratiques innovantes, telles que l'apprentissage par projet, pour renforcer l'autonomie des jeunes. En RDC, Kilauri (2024b) observe que, malgré son potentiel, l'impact de l'entrepreneuriat éducatif demeure limité par des contraintes structurelles et pédagogiques. Les établissements ruraux, notamment, disposent de moins de ressources pour mettre en œuvre des projets concrets, ce qui réduit l'efficacité des initiatives. L'amélioration des infrastructures éducatives et la formation continue des enseignants apparaissent ainsi comme des conditions essentielles pour accroître l'impact des programmes.

En somme, l'entrepreneuriat éducatif représente un levier stratégique pour l'autonomisation économique des jeunes, mais son efficacité dépend de la contextualisation des approches pédagogiques, de la mobilisation de cadres théoriques pertinents et d'une mise en œuvre rigoureuse sur le terrain. Les théories mobilisées offrent des repères solides, mais l'expérience montre qu'il est indispensable de renforcer les pratiques centrées sur l'action et l'expérimentation afin de garantir un impact durable sur l'insertion économique des jeunes en RDC.

2. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

Pour répondre de manière rigoureuse aux questions de recherche et vérifier les hypothèses formulées, cette étude adopte une approche méthodologique empirique mixte, combinant méthodes quantitative et qualitative. Ce choix se justifie par la complexité du phénomène étudié, à savoir l'impact de l'entrepreneuriat éducatif sur l'autonomisation

économique des jeunes en RDC. L'approche mixte permet en effet de croiser les données chiffrées et les discours afin d'obtenir une compréhension à la fois approfondie et nuancée du sujet, tenant compte des perceptions mesurables et des analyses contextuelles. Comme le rappellent Creswell et Plano Clark (2011), la méthodologie mixte permet de pallier les limites propres à chaque méthode lorsqu'elles sont utilisées isolément, en intégrant les atouts respectifs des approches quantitative et qualitative pour produire des résultats plus robustes et pertinents.

D'une part, la démarche quantitative vise à mesurer l'impact de l'éducation entrepreneuriale sur l'autonomisation économique des jeunes à travers un ensemble de données chiffrées recueillies auprès d'un large échantillon d'élèves. Les enquêtes quantitatives permettent d'identifier des tendances, de comparer des variables et de tester statistiquement les hypothèses de recherche (Bryman, 2012). D'autre part, l'approche qualitative permet d'explorer en profondeur les perceptions et expériences des enseignants ainsi que des experts en éducation entrepreneuriale, offrant ainsi un éclairage contextuel et interprétatif aux résultats statistiques. Cette complémentarité enrichit l'analyse, puisque les données qualitatives viennent expliquer et nuancer les résultats issus des méthodes quantitatives (Tashakkori & Teddlie, 2003).

La population étudiée comprend trois catégories d'acteurs essentiels : les élèves des écoles techniques commerciales, les enseignants responsables des cours d'entrepreneuriat et les experts en éducation entrepreneuriale. Ce choix se justifie par leur implication directe dans le processus éducatif et leur connaissance pratique des dynamiques d'enseignement en RDC. L'échantillon est constitué de 820 élèves issus des écoles techniques commerciales, sélectionnés de manière aléatoire afin de garantir la représentativité statistique. Il inclut également 20 enseignants disposant d'une expérience avérée dans l'enseignement de l'entrepreneuriat, permettant de documenter les pratiques pédagogiques et les obstacles rencontrés. Enfin, 10 experts en éducation entrepreneuriale, retenus pour leur expertise théorique et pratique, viennent enrichir l'analyse par leurs regards professionnels.

Les techniques de collecte de données sont diversifiées pour assurer la richesse et la fiabilité des résultats. En premier lieu, la collecte quantitative repose sur des questionnaires administrés aux élèves des écoles techniques commerciales. Ces questionnaires, comprenant des questions fermées, mesurent l'acquisition des compétences entrepreneuriales et l'auto-évaluation de l'autonomie économique. Leur conception s'appuie sur des grilles validées dans la littérature scientifique, notamment celles proposées par Nabi et al. (2017) pour l'évaluation de l'auto-efficacité entrepreneuriale.

En second lieu, les données qualitatives sont recueillies à travers des entretiens semi-directifs menés auprès des enseignants et des experts. Ces entretiens explorent les pratiques pédagogiques mises en œuvre, les défis institutionnels rencontrés et les perceptions relatives à l'efficacité des curricula. La méthode semi-directive se révèle particulièrement adaptée pour saisir les nuances des discours et mettre en lumière des dimensions rarement abordées par les questionnaires standardisés (Kvale, 2007).

Par ailleurs, une analyse documentaire est conduite en complément des données primaires, à travers l'examen des curricula officiels et des rapports institutionnels liés à l'enseignement de l'entrepreneuriat en RDC. Cette triangulation permet de confronter les

discours des acteurs aux prescriptions institutionnelles, garantissant ainsi la crédibilité et la solidité des résultats (Bowen, 2009).

Pour le traitement des données quantitatives, l'étude mobilise la statistique descriptive afin de résumer les informations et de dégager les tendances principales. Les analyses sont effectuées à l'aide du logiciel SPSS (Statistical Package for the Social Sciences), permettant le calcul d'indicateurs tels que moyennes, écarts-types et fréquences. Des tests statistiques sont également appliqués pour vérifier les hypothèses, en particulier l'analyse de variance (ANOVA) et le test du khi-carré. Comme le souligne Field (2013), l'ANOVA est adaptée pour comparer les différences significatives entre plusieurs groupes indépendants dans des recherches éducatives, tandis que le khi-carré permet d'examiner la distribution des variables catégorielles et leur éventuelle divergence par rapport aux distributions attendues (Agresti, 2018).

Pour les données qualitatives, l'analyse thématique est privilégiée. Elle consiste à organiser et interpréter les discours recueillis lors des entretiens, à identifier des motifs récurrents et à relier ces derniers aux cadres théoriques de l'étude. Ce processus permet de dégager des catégories de sens et d'élaborer une interprétation cohérente des pratiques pédagogiques et des perceptions exprimées (Braun & Clarke, 2006).

Ainsi, l'utilisation combinée des méthodes quantitatives et qualitatives assure une compréhension approfondie de l'impact de l'éducation entrepreneuriale sur l'autonomisation des jeunes en RDC. En croisant les perceptions chiffrées et les analyses discursives, cette approche mixte renforce à la fois la validité interne et externe des résultats et propose un panorama complet des dynamiques étudiées. Elle permet enfin de concilier la rigueur statistique et la profondeur interprétative, deux exigences fondamentales pour une recherche qui vise à éclairer les pratiques pédagogiques et les enjeux de l'autonomisation économique dans le contexte éducatif congolais.

3. RÉSULTATS

Les résultats de cette étude visent à analyser l'impact de l'entrepreneuriat éducatif en tant que vecteur d'autonomisation économique des jeunes en RDC, en opérant le passage de la théorie à la pratique. En mobilisant une approche méthodologique mixte, cette section présente d'abord les données démographiques des répondants, avant de procéder à la vérification des hypothèses formulées.

La première hypothèse s'intéresse à la contribution de l'éducation entrepreneuriale dans le processus d'autonomisation économique des jeunes. La deuxième examine l'efficacité des pratiques pédagogiques concrètes par rapport aux approches strictement théoriques dans le développement des compétences entrepreneuriales. La troisième met en évidence les défis institutionnels, notamment le manque de ressources pédagogiques, l'insuffisante formation des enseignants et l'inadéquation des curricula aux réalités locales, qui freinent l'impact des programmes d'entrepreneuriat. Enfin, la quatrième hypothèse analyse l'influence du contexte géographique (urbain/rural) sur l'acquisition des compétences entrepreneuriales, en considérant que les élèves des zones urbaines bénéficient généralement d'un meilleur accès aux ressources pédagogiques et aux partenariats économiques.

La discussion des résultats permettra de confronter ces constats aux cadres théoriques et aux travaux antérieurs, afin d'éclairer les pratiques pédagogiques et d'orienter les stratégies d'autonomisation économique des jeunes en RDC.

3.1. Données démographiques des répondants

Les répondants de cette étude se répartissent en trois groupes principaux : les élèves de l'option Commerciale et Gestion, les enseignants en entrepreneuriat et les experts en éducation entrepreneuriale.

En ce qui concerne la répartition par sexe, les élèves se composent de 52 % de garçons et de 48 % de filles. Parmi les enseignants, 60 % sont des hommes et 40 % des femmes. Quant aux experts, 70 % sont des hommes contre 30 % de femmes. Cette prédominance masculine observée chez les enseignants et les experts s'explique notamment par la faible féminisation des fonctions liées à l'enseignement de l'entrepreneuriat dans la région.

Sur le plan de l'âge, les élèves présentent une moyenne de 18 ans, avec des variations allant de 16 à 20 ans, ce qui correspond à la tranche d'âge habituelle des classes de troisième année des humanités techniques commerciales. Les enseignants, quant à eux, appartiennent majoritairement à la tranche de 35 à 50 ans, tandis que les experts se situent principalement entre 40 et 55 ans.

S'agissant du lieu de résidence, 60 % des élèves proviennent des zones urbaines et 40 % des zones rurales. Les enseignants suivent une tendance proche avec 55 % en milieu urbain et 45 % en milieu rural. Les experts, en revanche, sont davantage concentrés en milieu urbain (70 %), contre seulement 30 % en milieu rural. Cette répartition témoigne d'une concentration plus marquée des ressources humaines qualifiées en entrepreneuriat dans les zones urbaines.

Enfin, s'agissant de la filière d'enseignement, tous les élèves appartiennent à l'option Commerciale et Gestion, conformément aux critères de sélection de l'étude. Cette spécialisation illustre la pertinence des compétences entrepreneuriales dans les filières techniques commerciales, qui préparent les jeunes à des initiatives économiques dans leur futur parcours professionnel.

Dans l'ensemble, les données démographiques des répondants mettent en évidence certaines disparités entre zones urbaines et rurales, notamment en ce qui concerne l'accès aux enseignants qualifiés et aux experts en éducation entrepreneuriale. Ces caractéristiques fournissent un cadre essentiel pour interpréter les résultats et évaluer les pratiques pédagogiques en matière d'entrepreneuriat éducatif.

3.2. Vérification de l'hypothèse 1 : L'éducation entrepreneuriale contribue à l'autonomisation économique des jeunes en RDC

Les résultats obtenus concernant l'hypothèse selon laquelle l'éducation entrepreneuriale contribue à l'autonomisation économique des jeunes conduisent à examiner les conditions spécifiques qui favorisent ou limitent cette dynamique, notamment selon les contextes géographiques. Cette hypothèse repose sur l'idée que, lorsqu'elle est bien structurée et contextualisée, l'éducation entrepreneuriale contribue de manière significative à l'autonomisation économique des jeunes en RDC. En effet, les compétences acquises à travers les cours d'entrepreneuriat permettent aux apprenants de développer l'initiative, la créativité et les aptitudes en gestion de projet, autant de qualités indispensables à leur insertion économique.

Les résultats montrent que l'éducation entrepreneuriale exerce un effet positif sur le développement des compétences des jeunes, en particulier en matière de prise d'initiative, de gestion de projet et de créativité. Ainsi, 68 % des élèves déclarent que les cours d'entrepreneuriat leur ont permis de développer une forte capacité d'initiative, tandis que 65 %

estiment avoir acquis des compétences en gestion de projet. L'innovation est perçue comme une compétence importante par 58 % des répondants, tandis que la prise de décision est citée par 55 %. La créativité est jugée améliorée par 60 % des élèves, et la communication entrepreneuriale par 50 % des répondants. Quant à la gestion des risques, elle est perçue comme développée par 45 % des élèves.

En revanche, certaines compétences apparaissent moins développées. Seuls 42 % des élèves estiment avoir amélioré leurs compétences en gestion financière, et 38 % déclarent avoir renforcé leur leadership. Ces résultats indiquent que l'éducation entrepreneuriale, dans sa forme actuelle, présente des limites structurelles qui réduisent son impact sur l'acquisition de compétences stratégiques comme la gestion financière et le leadership. Cette situation interroge la pertinence des contenus enseignés ainsi que les approches pédagogiques utilisées, notamment dans les contextes défavorisés.

Le tableau ci-dessous présente les moyennes et les écarts-types des compétences entrepreneuriales perçues par les élèves, en mettant en évidence les compétences les plus développées et celles qui restent insuffisamment renforcées à l'issue des cours d'entrepreneuriat.

Tableau 1 : Moyennes et écarts-types des compétences entrepreneuriales perçues par les élèves

Compétence	Moyenne	Écart-type
Prise d'initiative	2.99	1.45
Gestion de projet	2.97	1.41
Innovation	3.00	1.42
Prise de décision	3.05	1.45
Créativité	2.99	1.42
Gestion financière	2.91	1.38
Communication entrepreneuriale	2.98	1.42
Leadership	2.97	1.40
Gestion des risques	2.98	1.43

Source : SPSS

Les résultats indiquent que les compétences pratiques, telles que la prise d'initiative et la gestion de projet, sont significativement renforcées par les cours d'entrepreneuriat. Toutefois, la gestion financière et le leadership demeurent des points faibles, particulièrement en milieu rural. L'analyse des perceptions selon la zone géographique révèle une différence notable entre les élèves urbains et ruraux. Les premiers se déclarent plus confiants dans leur capacité à prendre des initiatives et à innover, tandis que les seconds expriment davantage de difficultés à mobiliser des compétences en gestion financière et en leadership. Cette disparité s'explique en partie par une exposition plus favorable aux pratiques entrepreneuriales concrètes en milieu urbain, notamment grâce aux partenariats avec des entrepreneurs locaux.

Afin de valider ces écarts, une analyse de variance (ANOVA) a été réalisée pour comparer les perceptions des élèves urbains et ruraux. Les résultats montrent que la compétence en leadership présente une différence significative entre les deux groupes ($F = 4.256$, $p = 0.039$),

indiquant que les élèves urbains se perçoivent comme ayant des compétences de leadership plus développées que leurs homologues ruraux. En revanche, les autres compétences ne présentent pas de différences significatives (p-value > 0.05), ce qui suggère que la perception de l'initiative, de l'innovation et de la gestion de projet demeure comparable entre les deux milieux.

Ces constats sont corroborés par les experts, qui soulignent que les zones urbaines offrent un environnement plus favorable à l'apprentissage entrepreneurial grâce aux ateliers pratiques et aux exemples concrets tirés du tissu économique local. Les enseignants partagent ce constat : ils estiment que les cours d'entrepreneuriat favorisent effectivement l'acquisition de compétences pratiques, mais reconnaissent que l'impact reste limité par le manque de ressources et de soutien institutionnel, en particulier dans les zones rurales. Comme le relève un enseignant : *« L'absence d'ateliers pratiques dans les écoles rurales réduit considérablement la capacité des élèves à passer de la théorie à la pratique. »* De leur côté, les experts insistent sur la nécessité de renforcer la formation continue des enseignants et d'intégrer davantage d'activités concrètes et de mises en situation. L'un d'eux souligne : *« Les élèves en milieu urbain, bénéficiant de partenariats avec des entrepreneurs locaux, développent plus facilement leur leadership et leur créativité. »*

Ces résultats confirment partiellement l'hypothèse selon laquelle l'éducation entrepreneuriale contribue à l'autonomisation économique des jeunes. Les compétences liées à l'initiative et à la gestion de projet apparaissent effectivement consolidées, notamment en zone urbaine. Cependant, la gestion financière et le leadership demeurent insuffisamment développés, surtout en milieu rural. Cette constatation met en évidence les disparités structurelles et contextuelles du système éducatif en RDC. Pour renforcer l'impact de l'éducation entrepreneuriale, il est nécessaire d'adapter les pratiques pédagogiques aux réalités locales, de promouvoir les approches pratiques dans les cours et de renforcer la formation continue des enseignants, afin de combler les lacunes relatives à la gestion financière et au leadership. En définitive, l'autonomisation économique des jeunes en RDC exige une approche intégrée qui tienne compte des spécificités géographiques et des besoins réels des apprenants.

3.3. Vérification de l'hypothèse 2 : Les pratiques pédagogiques pratiques sont plus efficaces

Les résultats concernant l'hypothèse selon laquelle les pratiques pédagogiques pratiques, centrées sur des projets et des expériences concrètes, sont plus efficaces que les approches purement théoriques pour l'acquisition de compétences entrepreneuriales, reposent sur l'idée que l'apprentissage par l'action favorise le développement de compétences réellement mobilisables en contexte professionnel. Pour vérifier cette hypothèse, l'étude a recueilli les perceptions des élèves sur l'efficacité des différentes pratiques pédagogiques utilisées dans l'enseignement de l'entrepreneuriat. Les méthodes examinées comprennent les projets pratiques, les ateliers, les simulations d'entreprises, les études de cas et les cours théoriques. Elles ont été évaluées en fonction de leur capacité à transmettre des compétences entrepreneuriales utiles pour l'autonomisation économique des jeunes.

Les résultats révèlent que les pratiques pédagogiques centrées sur l'action sont perçues comme les plus efficaces par les élèves. Ainsi, 72 % des répondants estiment que les projets pratiques contribuent significativement au développement de compétences entrepreneuriales

concrètes, tandis que 68 % considèrent les ateliers comme particulièrement utiles. Les simulations d'entreprises recueillent également un avis favorable de 65 %, soulignant l'importance d'expérimenter des situations réelles pour renforcer l'apprentissage.

En revanche, les cours théoriques, bien qu'ils soient jugés utiles par 40 % des élèves, apparaissent comme moins déterminants dans l'acquisition de compétences pratiques. Les études de cas, souvent mobilisées dans l'enseignement, sont perçues comme efficaces par 55 % des élèves, traduisant un intérêt modéré pour cette approche plus analytique.

Le tableau ci-dessous présente les moyennes et les écarts-types relatifs aux différentes pratiques pédagogiques perçues comme efficaces par les élèves, mettant en évidence les méthodes les plus appréciées dans l'enseignement de l'entrepreneuriat.

Tableau 3 : Moyennes et écarts-types des pratiques pédagogiques perçues comme efficaces par les élèves

Pratique pédagogique	Moyenne	Écart-type
Projets pratiques	3.85	1.12
Ateliers	3.72	1.20
Simulations d'entreprises	3.65	1.15
Cours théoriques	2.80	1.40

Source : SPSS

Ces résultats confirment que les pratiques interactives et expérientielles, telles que les projets et les ateliers, sont nettement préférées par les élèves par rapport aux approches purement théoriques. L'analyse des méthodes les plus utilisées et de leur efficacité perçue révèle que les projets pratiques et les ateliers sont non seulement les plus fréquemment mobilisés par les enseignants, mais également les plus valorisés par les élèves. Ces pratiques permettent de concrétiser les apprentissages et de favoriser une meilleure appropriation des compétences entrepreneuriales. Les simulations d'entreprises recueillent elles aussi une appréciation favorable, bien qu'elles restent moins répandues en milieu rural, en raison du manque de ressources matérielles et d'outils numériques.

Pour comparer les perceptions selon le milieu de résidence (urbain/rural), une analyse de variance (ANOVA) a été réalisée. Les résultats indiquent que la perception de l'efficacité des projets pratiques varie significativement selon le contexte ($F = 5.214$, $p = 0.027$), les élèves urbains exprimant un degré de satisfaction plus élevé que leurs homologues ruraux. Cette différence s'explique par un accès plus fréquent aux infrastructures et aux partenariats économiques locaux en milieu urbain. En revanche, aucune différence significative n'a été relevée concernant les ateliers et les cours théoriques ($p > 0.05$), traduisant une perception relativement homogène de leur efficacité.

Les témoignages des enseignants confirment l'importance de ces méthodes pratiques pour renforcer l'engagement et la compréhension des apprenants. Comme l'a souligné un enseignant : *« Lorsque les élèves participent activement à un projet ou à une simulation, ils retiennent mieux les concepts et développent une attitude proactive face aux défis économiques. »* De leur côté, les experts en éducation entrepreneuriale insistent sur la nécessité de renforcer ces approches interactives. L'un d'eux affirme : *« Les méthodes telles que les ateliers et les simulations permettent aux élèves d'apprendre en faisant, ce qui est fondamental pour l'acquisition de compétences entrepreneuriales. »*

Ainsi, les pratiques pédagogiques pratiques apparaissent plus efficaces que les approches strictement théoriques dans le développement de compétences entrepreneuriales. La forte adhésion des élèves aux projets et aux ateliers souligne l'importance d'un apprentissage concret, actif et dynamique. Toutefois, si les cours théoriques demeurent nécessaires pour asseoir les bases conceptuelles, ils semblent moins adaptés pour préparer les élèves aux réalités économiques contemporaines. Cette situation appelle à un renforcement des approches pratiques, particulièrement dans les zones rurales où l'organisation d'activités interactives reste limitée par le manque de ressources.

En outre, il apparaît essentiel de former davantage les enseignants aux méthodes actives et de promouvoir les collaborations avec des acteurs économiques locaux, afin de diversifier et d'ancrer les pratiques pédagogiques dans la réalité. En définitive, cette analyse confirme que les méthodes pratiques constituent un levier déterminant pour développer des compétences clés, telles que la gestion de projet, l'innovation et la prise d'initiative. Pour optimiser l'enseignement de l'entrepreneuriat en RDC, il est donc recommandé de privilégier ces approches actives et de renforcer les capacités pédagogiques des enseignants en vue de leur mise en œuvre efficace.

3.4. Vérification de l'hypothèse 3 : Les défis institutionnels limitent l'impact des programmes d'entrepreneuriat

Les résultats obtenus concernant l'hypothèse selon laquelle les défis institutionnels, notamment le manque de ressources pédagogiques et la formation insuffisante des enseignants, limitent l'impact des programmes d'entrepreneuriat, s'appuient sur l'idée que les conditions structurelles et pédagogiques influencent directement l'efficacité des pratiques éducatives. Pour vérifier cette hypothèse, des données quantitatives et qualitatives ont été recueillies auprès des élèves, des enseignants et des experts, afin d'identifier les obstacles majeurs et d'évaluer leur incidence sur l'apprentissage entrepreneurial.

Les résultats révèlent trois principaux défis institutionnels : le manque de ressources pédagogiques, la formation insuffisante des enseignants et l'inadéquation des curricula aux réalités locales. Ces contraintes entravent significativement la mise en œuvre efficace des pratiques pédagogiques, en particulier dans les zones rurales. Les analyses statistiques indiquent que le manque de ressources pédagogiques est perçu comme l'obstacle principal par 75 % des élèves et 80 % des enseignants, soulignant une convergence notable des perceptions entre les deux groupes. Ce déficit se traduit par l'absence de supports didactiques modernes, de locaux adaptés aux ateliers pratiques et d'outils numériques.

S'agissant de la formation des enseignants, 68 % des élèves estiment que leurs enseignants ne maîtrisent pas suffisamment les méthodes pratiques en entrepreneuriat, tandis que 60 % des enseignants reconnaissent eux-mêmes ne pas avoir bénéficié d'une formation adéquate dans ce domaine. Les experts confirment ce constat, en insistant sur la rareté des programmes de formation continue et sur leur faible orientation vers l'innovation pédagogique.

Enfin, l'inadéquation des curricula aux réalités locales constitue un autre défi majeur. Elle est relevée par 62 % des élèves et 58 % des enseignants, qui jugent les contenus souvent trop théoriques et insuffisamment contextualisés. Cette déconnexion limite la capacité des apprenants à mobiliser les connaissances acquises dans leur environnement économique immédiat.

Le tableau ci-dessous présente les moyennes et écarts-types des perceptions des élèves et des enseignants sur les principaux défis institutionnels, mettant en évidence les obstacles les plus significatifs à l'efficacité des programmes d'éducation entrepreneuriale.

Tableau 4 : Moyennes et écarts-types des perceptions sur les défis institutionnels en éducation entrepreneuriale

Défi institutionnel	Moyenne	Écart-type
Manque de ressources pédagogiques	3.85	1.20
Formation insuffisante des enseignants	3.72	1.15
Inadéquation des curricula aux réalités locales	3.65	1.25

Source : SPSS

Ces résultats confirment que les difficultés d'accès aux ressources et l'insuffisance de formation constituent des freins majeurs à l'efficacité des cours d'entrepreneuriat. Le tableau ci-dessous illustre les perceptions des élèves et des enseignants concernant les principaux défis institutionnels rencontrés dans l'enseignement de l'entrepreneuriat, en mettant en évidence les obstacles les plus fréquemment signalés.

Tableau 5 : Perceptions des élèves et des enseignants sur les défis institutionnels en éducation entrepreneuriale

Défi Institutionnel	Pourcentage des élèves	Pourcentage des enseignants
Manque de ressources pédagogiques	75 %	80 %
Formation insuffisante des enseignants	68 %	60 %
Inadéquation des curricula aux réalité	62 %	58 %

Source : SPSS

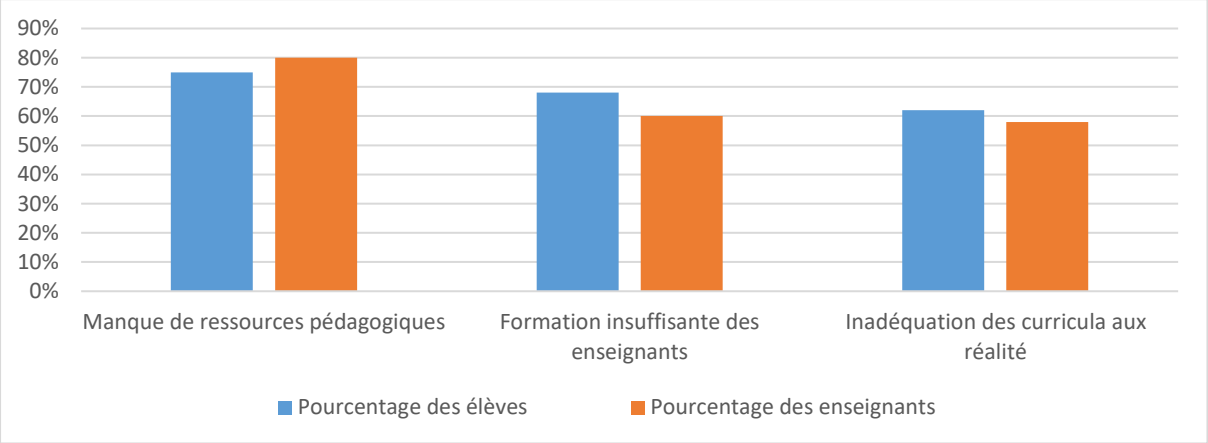
Pour mieux comprendre les écarts entre les perceptions des élèves et des enseignants, un test d'indépendance du chi-carré a été réalisé. Les résultats indiquent une différence significative concernant la perception de la formation des enseignants ($\chi^2 = 8.14$, $p = 0.004$), les élèves se montrant plus critiques que les enseignants eux-mêmes. En revanche, en ce qui concerne le manque de ressources pédagogiques et l'inadéquation des curricula, les différences de perception ne sont pas statistiquement significatives ($p > 0.05$), révélant un consensus sur ces points. Les témoignages recueillis viennent renforcer ces résultats. Un enseignant en milieu rural affirme : « *Nous manquons de manuels actualisés et de matériel didactique pour organiser des ateliers pratiques. Les formations que nous recevons sont souvent théoriques et ne nous préparent pas suffisamment à encadrer des projets entrepreneuriaux.* » De leur côté, les experts en

éducation entrepreneuriale soulignent que l'absence de partenariats avec le secteur privé limite fortement l'acquisition de compétences pratiques transférables. Comme le résume l'un d'eux : « *L'absence de coordination entre le secteur éducatif et les entreprises locales rend difficile l'intégration de pratiques concrètes dans les cours d'entrepreneuriat.* »

Ces résultats mettent en évidence que les défis institutionnels réduisent considérablement l'impact des programmes d'entrepreneuriat en RDC. Le manque de ressources pédagogiques et la formation insuffisante des enseignants apparaissent comme les principaux obstacles à l'acquisition de compétences entrepreneuriales. De plus, l'inadéquation des curricula, souvent trop théoriques, complique leur mise en œuvre dans les contextes locaux.

Pour mieux illustrer ces constats, un diagramme en barres présente la perception des principaux défis par les élèves et les enseignants, permettant de comparer visuellement leurs opinions et de mettre en lumière les écarts constatés.

Graphique 1 : Comparaison des perceptions des élèves et des enseignants sur les défis institutionnels en éducation entrepreneuriale



Source : Excel

Ces constats confirment l'hypothèse selon laquelle les défis institutionnels limitent l'impact réel des programmes d'entrepreneuriat. Pour améliorer l'efficacité de l'enseignement entrepreneurial, il apparaît indispensable d'élargir l'accès aux ressources pédagogiques, de renforcer la formation continue des enseignants et d'adapter les curricula aux réalités économiques locales. De plus, un soutien accru des autorités éducatives, associé à une collaboration étroite avec le secteur privé, s'avère essentiel pour rendre l'éducation entrepreneuriale plus pragmatique et mieux adaptée aux besoins des jeunes.

3.5. Vérification de l'hypothèse 4 :

Le contexte géographique (urbain/rural) influence significativement l'acquisition des compétences entrepreneuriales chez les jeunes en RDC, les élèves des zones urbaines développant davantage de compétences pratiques que ceux des zones rurales en raison d'un meilleur accès aux ressources pédagogiques et aux partenariats économiques.

L'analyse des écarts entre les zones urbaines et rurales permet de mieux comprendre comment le contexte géographique influence la perception des

compétences entrepreneuriales acquises par les élèves. Dans cette étude, une comparaison a été menée entre les perceptions des élèves issus de milieux urbains et ruraux, afin d'identifier les disparités liées aux conditions socio-économiques et aux ressources disponibles. Les résultats révèlent des différences significatives selon le milieu de résidence. En effet, 70 % des élèves urbains estiment que les cours d'entrepreneuriat ont renforcé leur capacité à prendre des initiatives et à gérer des projets, contre seulement 50 % des élèves en milieu rural. Cette différence s'explique par un accès plus fréquent aux ateliers pratiques, aux ressources numériques et aux partenariats locaux en milieu urbain.

Pour vérifier la significativité de ces écarts, une analyse de variance (ANOVA) a été effectuée. Les résultats montrent que les différences entre élèves urbains et ruraux sont statistiquement significatives pour certaines compétences, notamment la prise d'initiative ($F = 4.62$, $p = 0.032$) et la gestion de projet ($F = 5.18$, $p = 0.026$). Ces constats confirment que les élèves urbains bénéficient de meilleures conditions d'apprentissage, grâce à la présence d'infrastructures modernes et de partenariats avec des entreprises locales. En revanche, pour des compétences telles que la gestion financière et la communication entrepreneuriale, aucune différence significative n'a été relevée ($p > 0.05$), ce qui suggère que ces compétences sont développées de manière similaire dans les deux milieux. Les enseignants et experts interrogés confirment que la mise en place de projets concrets est plus fréquente en zone urbaine, tandis que les écoles rurales restent limitées par le manque de ressources pédagogiques et de formateurs qualifiés.

Sur le plan qualitatif, les enseignants urbains rapportent que les élèves bénéficient d'un encadrement structuré et de collaborations régulières avec des entrepreneurs locaux. À l'inverse, les enseignants en milieu rural soulignent les difficultés à organiser des activités pratiques, faute de moyens et de partenaires économiques. Comme l'explique l'un d'eux : « *Il est difficile d'organiser des projets concrets avec les élèves car ils manquent de matériel et de personnes ressources pour encadrer les activités.* » Les experts partagent ce constat, insistant sur le fait que les inégalités d'accès aux ressources pédagogiques et aux activités *entrepreneuriales renforcent les disparités entre élèves urbains et ruraux. L'un d'eux précise : « Les écoles urbaines ont souvent des partenariats avec des institutions locales ou des entreprises, ce qui permet aux élèves de mieux s'impliquer dans des projets concrets, alors que les écoles rurales peinent à mettre en place de telles initiatives.* »

En somme, l'analyse des écarts entre zones urbaines et rurales démontre que le contexte géographique joue un rôle déterminant dans l'acquisition des compétences entrepreneuriales. Les élèves urbains apparaissent mieux préparés sur le plan pratique grâce à un encadrement pédagogique plus favorable et à une proximité accrue avec les acteurs économiques. Pour réduire ces disparités, il est essentiel de renforcer les capacités des écoles rurales en matière de ressources pédagogiques et de promouvoir

des partenariats locaux afin d'enrichir les pratiques d'enseignement entrepreneurial. La mise en œuvre de programmes spécifiques adaptés aux réalités rurales pourrait également contribuer à réduire ces inégalités et assurer une meilleure équité dans la formation des jeunes en entrepreneuriat.

Les résultats ainsi présentés soulèvent plusieurs interrogations quant à leur signification et leurs implications pratiques dans le contexte éducatif congolais. La discussion qui suit visera à interpréter ces constats à la lumière des cadres théoriques, empiriques et des hypothèses formulées.

3.6.Discussion des résultats

Après avoir présenté et analysé les résultats de l'étude, il est essentiel d'en examiner la portée à la lumière des cadres théoriques et des hypothèses formulées. La discussion qui suit vise à interpréter ces résultats en explorant leurs implications pédagogiques et institutionnelles. Elle constitue une étape cruciale pour relier les constats obtenus aux hypothèses de départ et aux théories mobilisées, tout en tenant compte des spécificités contextuelles propres aux zones étudiées. L'objectif est de vérifier la cohérence des résultats avec les attentes initiales et d'en dégager des enseignements utiles pour l'éducation entrepreneuriale en RDC.

L'hypothèse principale postulait que l'éducation entrepreneuriale, lorsqu'elle est bien structurée et contextualisée, contribue de manière significative à l'autonomisation économique des jeunes en RDC. Les résultats quantitatifs confirment partiellement cette hypothèse : la prise d'initiative (68 %), la gestion de projet (65 %) et la créativité (58 %) figurent parmi les compétences les plus développées. Ces constats rejoignent la théorie du capital humain (Becker, 1964), selon laquelle l'acquisition de compétences constitue un facteur clé de productivité et d'autonomie économique. Les analyses statistiques, notamment l'ANOVA, ont par ailleurs révélé des différences significatives entre élèves urbains et ruraux, confirmant l'importance du contexte géographique dans l'appropriation des compétences. Ces résultats corroborent les conclusions de Nabi et al. (2017), qui insistent sur l'efficacité des formations entrepreneuriales contextualisées. Toutefois, certaines compétences, comme la gestion financière (42 %) et le leadership (38 %), demeurent faiblement développées, surtout en milieu rural, ce qui met en évidence la nécessité d'une meilleure adaptation des contenus pédagogiques aux réalités locales.

La deuxième hypothèse, selon laquelle les approches pédagogiques pratiques sont plus efficaces que les approches purement théoriques, est largement confirmée. Les projets pratiques (moyenne = 3.85), les ateliers (moyenne = 3.72) et les simulations d'entreprises (moyenne = 3.65) apparaissent comme les méthodes les plus efficaces selon les perceptions recueillies. Ce constat s'aligne avec les travaux de Heinonen et Poikkijoki (2006), qui recommandent des pédagogies actives et contextualisées, ainsi qu'avec la démarche Lean Startup de Ries (2011), qui valorise l'expérimentation et

l'apprentissage itératif. Les enseignants interrogés confirment cette tendance, soulignant que les activités concrètes favorisent l'initiative et l'engagement des élèves. Toutefois, les différences observées entre milieux urbains et ruraux montrent que l'efficacité de ces méthodes dépend fortement des ressources disponibles, ce qui appelle un soutien institutionnel accru en milieu rural.

La troisième hypothèse, relative aux défis institutionnels, est également confirmée. Le manque de ressources pédagogiques est identifié comme obstacle principal par 75 % des élèves et 80 % des enseignants, suivi par la formation insuffisante des enseignants (68 % des élèves et 60 % des enseignants) et par l'inadéquation des curricula aux réalités locales (62 % des élèves et 58 % des enseignants). Le test du khi-carré ($\chi^2 = 8.14$, $p = 0.004$) révèle une différence significative entre les perceptions des élèves et celles des enseignants sur la qualité de la formation, les élèves se montrant plus critiques. Ces constats rejoignent les analyses de Kilauri (2024a), qui met en évidence les contraintes structurelles de l'enseignement entrepreneurial en RDC. Ils soulignent l'urgence de renforcer la formation continue des enseignants et de contextualiser davantage les curricula pour en accroître la pertinence.

Enfin, la quatrième hypothèse, portant sur l'influence du contexte géographique, trouve également confirmation. Les élèves urbains apparaissent mieux encadrés et disposent de plus de ressources, ce qui leur permet de développer davantage de compétences pratiques, notamment en initiative et en gestion de projet (avec des écarts significatifs : $F = 4.62$, $p = 0.032$ et $F = 5.18$, $p = 0.026$). Les élèves en milieu rural, quant à eux, se heurtent à un manque de ressources et de partenariats locaux, limitant leur capacité à appliquer les connaissances théoriques dans des projets concrets. Ces résultats rejoignent les observations de Smith et Beasley (2011), qui insistent sur la nécessité d'adapter les curricula aux spécificités locales pour réduire les inégalités.

En définitive, les résultats de cette étude démontrent que l'éducation entrepreneuriale possède un potentiel réel pour favoriser l'autonomisation économique des jeunes, mais son impact est entravé par des défis institutionnels et des disparités géographiques. Pour renforcer son efficacité, il est indispensable d'améliorer la formation des enseignants, d'adapter les curricula aux réalités économiques locales et de développer les approches pratiques, notamment en milieu rural. La création de partenariats entre écoles et secteur privé pourrait également offrir aux jeunes des opportunités d'apprentissage concret et renforcer la pertinence de l'enseignement.

Ainsi, la discussion met en évidence l'importance de prendre en compte les spécificités contextuelles dans l'évaluation et la mise en œuvre des programmes d'éducation entrepreneuriale. Cette étude contribue à enrichir la littérature en soulignant que l'efficacité de ces programmes ne peut être comprise sans une analyse

différenciée des réalités locales. Ce constat ouvre la voie à de futures recherches sur la conception de curricula adaptés et sur le développement de dispositifs pédagogiques spécifiques aux zones rurales, longtemps marginalisées dans les politiques éducatives.

CONCLUSION

Cette étude avait pour objectif d'analyser l'impact de l'entrepreneuriat éducatif comme levier d'autonomisation économique des jeunes en RDC. Grâce à une méthodologie mixte, associant approches quantitatives et qualitatives, nous avons recueilli les perceptions des élèves, des enseignants et des experts sur les compétences entrepreneuriales acquises, les pratiques pédagogiques efficaces et les obstacles institutionnels rencontrés.

L'analyse des résultats a permis de confirmer partiellement les hypothèses de départ, tout en révélant des disparités entre zones urbaines et rurales. Les conclusions montrent que l'éducation entrepreneuriale favorise l'autonomisation des jeunes, notamment par le développement de compétences comme l'initiative, la gestion de projet et la créativité. Toutefois, certaines dimensions, telles que la gestion financière et le leadership, demeurent insuffisamment développées, surtout en milieu rural. De plus, les pratiques pédagogiques actives, comme les projets et les ateliers, apparaissent plus efficaces que les approches strictement théoriques. Cependant, leur impact varie selon le contexte : les élèves en milieu urbain bénéficient d'un encadrement plus favorable.

Par ailleurs, des obstacles institutionnels persistent : manque de ressources pédagogiques, formation insuffisante des enseignants et inégalités d'accès en zones rurales. Ces constats plaident pour une révision en profondeur des stratégies pédagogiques et institutionnelles. Il s'agit notamment de renforcer les approches pratiques en intégrant davantage de projets concrets et de simulations d'entreprises dans les curricula, de former les enseignants à des méthodes innovantes et centrées sur l'action, d'investir dans des ressources adaptées aux réalités locales et de développer des infrastructures pédagogiques dans les zones défavorisées afin de réduire les écarts géographiques.

Néanmoins, certaines limites de l'étude doivent être reconnues. L'évaluation des compétences repose largement sur l'auto-perception des élèves, ce qui peut introduire un biais. De plus, la répartition géographique de l'échantillon, bien que représentative, ne reflète pas nécessairement toute la diversité des contextes, surtout dans les zones enclavées. Enfin, la prédominance des données quantitatives gagnerait à être complétée par des analyses qualitatives plus approfondies. Ces limites ouvrent des pistes pour de futures recherches, notamment la conception et l'expérimentation de dispositifs pédagogiques adaptés aux écoles rurales, la réalisation d'études longitudinales pour suivre l'évolution des compétences après la scolarité, et un recours accru aux approches qualitatives pour mieux comprendre les pratiques pédagogiques.

En définitive, au-delà des effets positifs relevés, cette étude met en lumière les limites des dispositifs actuels d'éducation entrepreneuriale en RDC. Elle appelle à une refonte pédagogique et institutionnelle urgente, visant une autonomisation économique équitable des jeunes, quel que soit leur milieu d'origine. Le renforcement de l'encadrement, l'amélioration des ressources et la réduction des disparités apparaissent comme des leviers essentiels pour faire de l'éducation entrepreneuriale un moteur de transformation économique et sociale. Mieux soutenue et contextualisée, elle pourrait jouer un rôle central dans la préparation des jeunes aux défis économiques contemporains en RDC.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Agresti, A. (2018). Statistical Methods for the Social Sciences (5th ed.). Pearson.

Becker, G. S. (1964). Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education. University of Chicago Press.

Bowen, G. A. (2009). Document analysis as a qualitative research method. Qualitative Research Journal, 9(2), 27–40.

Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. Qualitative Research in Psychology, 3(2), 77-101.

Bryman, A. (2012). Social Research Methods (4th ed.). Oxford University Press. Creswell, J. W., & Plano Clark, V. L. (2011). Designing and Conducting Mixed Methods Research (2nd ed.). SAGE Publications.

Fayolle, A., & Gailly, B. (2008). From craft to science: Teaching models and learning processes in entrepreneurship education. Journal of European Industrial Training, 32(7), 569-593.

Field, A. (2013). Discovering Statistics Using IBM SPSS Statistics (4th ed.). SAGE Publications.

Heinonen, J., & Poikkijoki, S.-A. (2006). An entrepreneurial-directed approach to entrepreneurship education: Mission impossible? Journal of Management Development, 25(1), 80-94.

Jones, C., & English, J. (2004). A contemporary approach to entrepreneurship education. Education + Training, 46(8/9), 416-423.

Kilauri Bitubi Jean. (2024a). Formation continue des enseignants des classes de troisièmes années des humanités techniques commerciales, option commerciale et gestion de Goma sur l'enseignement de l'entrepreneuriat. Mémoire DEA inédit, Université Pédagogique Nationale.

Kilauri Bitubi Jean. (2025). À travers l'entrepreneuriat éducatif : Former les élèves capables d'innover, d'entreprendre et de relever les défis de leur communauté. Editions l'Harmattan.

Kilauri Bitubi Jean (2024b). « Vers un consensus éducatif pour l'intégration de l'entrepreneuriat dans un curriculum scolaire continu et progressif : perspective des acteurs éducatifs en RDC ». Annales de l'Université de Goma, 14(2), 481-508.

Kvale, S. (2007). Doing Interviews. SAGE Publications.

Matlay, H. (2008). The impact of entrepreneurship education on entrepreneurial outcomes. Journal of Small Business and Enterprise Development, 15(2), 382-396.

Nabi, G., Liñán, F., Fayolle, A., Krueger, N., & Walmsley, A. (2017). The impact of entrepreneurship education in higher education: A systematic review and research agenda. Academy of Management Learning & Education, 16(2), 277–299.

Pittaway, L., & Cope, J. (2007). Entrepreneurship education: A systematic review of the evidence. International Small Business Journal, 25(5), 479-510.

Rasheed, S. P., & Rasheed, N. (2003). The impact of entrepreneurship education on entrepreneurial intentions. Journal of Business Venturing, 18(5), 567-587.

Ries, E. (2011). The Lean Startup: How Today's Entrepreneurs Use Continuous Innovation to Create Radically Successful Businesses. Crown Business.

Smith, A. J., & Beasley, M. (2011). The role of entrepreneurship education in developing entrepreneurial intentions. Education + Training, 53(8/9), 785-800.

Tashakkori, A., & Teddlie, C. (2003). Handbook of Mixed Methods in Social & Behavioral Research. SAGE Publications.

Vesper, K. H., & Gartner, W. B. (1997). Measuring progress in entrepreneurship education. Journal of Business Venturing, 12(5), 403-421.